

Un Belge pour présider le Giec

ENVIRONNEMENT Dans un mois, une élection capitale pour la science et pour le monde



ÉLECTIONS

Cinq candidats pour un poste

Tous sont des scientifiques de haut vol, mais les profils des candidats à la présidence du Giec diffèrent. Tous insistent sur l'amélioration de la transparence du travail de l'institution, qui a été soumise à des vives critiques ces dernières années.

Dans sa présentation, le climatologue belge **Jean-Pascal van Ypersele** insiste sur ses capacités de médiation, sa formation à la communication non-violente et à la conduite de réunion. Très soucieux de la place des experts venus de pays en développement, il promet d'occuper la fonction à plein-temps, ce qui n'est actuellement pas le cas. Le bouillant Suisse **Thomas Stocker** affiche une réputation scientifique de haut niveau. Coprésident du groupe 1 du Giec (celui qui étudie la physique du climat), il est plutôt identifié comme un représentant des sciences « dures », voire du Giec « du passé » et n'aurait pas l'oreille des pays en développement. L'Américain **Chris Field** traîne avec lui la puissance de son pays d'origine que certains soupçonnent d'avoir déjà noué un deal avec la Chine. Il fut coprésident du deuxième groupe de travail qui étudie les impacts du changement climatique et les moyens de s'y adapter ; le troisième explore les moyens de prévenir et limiter les émissions de gaz à effet de serre. Deux groupes dont l'importance va croissant. Le Coréen **Hoesung Lee** est un des vice-présidents de l'institution. S'il bénéficie du soutien sans faille de son pays, la faiblesse de son implication dans l'institution est un handicap. Quant à l'Autrichien d'origine monténégrine, **Nebosja Nakicenovic**, il souffre de n'être présent à aucun niveau de pouvoir dans le Giec.

M.D.M.

Cela fait deux années que van Ypersele parcourt le monde pour s'attirer des soutiens auprès des gouvernements. Dans un mois, il saura si la course de fond a payé. © DUCHESNES.

► Début octobre, les gouvernements choisiront le nouveau président du Giec.
► Une institution en questionnement.
► Parmi les candidats, le Belge Jean-Pascal van Ypersele.

Z en, relax, confiant, optimiste. Très, même. Un mois pile avant une réunion décisive du Giec, le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, Jean-Pascal van Ypersele entame l'ultime dernière ligne droite qui le mènera, il en est sûr, au point culminant de sa carrière : la présidence du prestigieux organe des Nations unies qui évalue régulièrement l'état des connaissances scientifiques sur le climat et en fait un fameux « résumé pour les décideurs ».

Cela fait deux ans que le climatologue belge a entamé l'escalade de cet Everest. A 58 ans, lui qui apprécie la montagne, il sait qu'il faut partir à l'aube et avancer d'un pas lent mais régulier. Depuis qu'il a entamé ce voyage, il a visité une soixantaine de pays, frappé à des dizaines de portes, rencontré ministres, ambassadeurs et experts en tout genre. « En 63 ans de règne, la reine d'Angleterre en a visité une centaine », s'amuse-t-il. Cornaqué par les ambassades belges – il ne cesse de se féliciter de ce soutien sans faille confirmé par deux gouvernements fédéraux successifs – il est allé plaider sa cause aux quatre coins du globe, particulièrement dans les pays en développement, éternels oubliés de la diplomatie internationale.

C'est que le 6 octobre, à Dubrovnik (Croatie) le jour de l'élection à bulletin secret qui doit désigner le président mais aussi tout le bureau de l'institution, ce sera « un pays, une voix ». Même si la géopolitique et les tractations de coulisses joueront à plein, celui des cinq candidats en lice qui se sera montré le plus « inclusif », qui

aura montré sa préoccupation à mieux impliquer les experts des pays les plus pauvres, aura fait un grand pas vers la victoire. Ce souci, le candidat belge l'a cheville au corps. « Une vraie conviction qui vient de loin, pas un engagement de façade », dit un fonctionnaire belge. « J'ai déjà obtenu le soutien écrit d'une trentaine de pays. Et bien plus m'ont assuré qu'ils m'appuyaient », dit van Yp, convaincu d'avoir fait mouche.

De retour d'Australie et de Nouvelle-Zélande, il est passé par Bonn, via la Thaïlande. A peine posées ses valises, l'insaisissable repart vers le Brésil, l'Amérique centrale... Puis, il se rendra à New York où l'assemblée générale de l'ONU est l'occasion de poursuivre son lobbying. Les adeptes de Twitter le suivent dans ses pérégrinations, lui qui affectionne cet outil de communication et d'interpellation directe. Fera-t-il le poids face à un Américain, alors que les Etats-Unis et la Chine ont renoué sur le dossier climatique et que le président Obama a remis son pays au centre du jeu environnemental ? « Parfois un petit pays fait moins peur », (se) rassure-t-il. Tiendra-t-il la distance face à un Suisse, plus balèze sur le plan scientifique avec des centaines de publications au compteur ?

« Son adresse à discuter avec le monde politique est remarquable »

ANDRÉ BERGER (UCL)

Pour le savoir, il faut se plonger dans la complexité du Giec, organisme scientifique et politique à la fois. Où les querelles de chapelles sont aussi fortes que celles des intérêts nationaux. Le président idéal devra certes avoir l'oreille des scientifiques « durs », ceux des modèles, des chiffres, de la physique qui, historiquement dominent le Giec ; mais ceux qui étudient les impacts des changements climatiques et ceux qui explorent les mesures d'adaptation prennent un poids croissant. Une montée en puissance d'un autre genre, impliquant des économistes, des urbanistes,

des sociologues..., qui fait fondre la pellicule séparant la science de la politique. « Le nouveau Giec doit assumer son rôle politique, tempête un expert. Les injonctions moralisatrices et les constats alarmistes ne peuvent suffire. Il faut venir avec solutions. Quitte à bousculer le consensus ». Pour Amy Dahan, sociologue des sciences, « le consensus scientifique ne suffit pas à engendrer des décisions politiques globales significatives ». Souvent accusé de minimiser pour arracher le consensus sur ses conclusions, le Giec doit-il devenir plus percutant ? Le débat risque d'être houleux.

Politique, l'élection l'est éminemment. Même si c'est « au tour » d'un ressortissant d'un pays développé de présider un Giec qui s'interroge et qu'on interpelle, l'heure est peut-être moins à un scientifique pointu qu'à un homme de passerelles et de médiation. Comme van Yp ? « Son adresse à discuter avec le monde politique est remarquable », dit André Berger, qui fut son mentor à l'UCL. Très tôt, il a fait à merveille le lien entre science et politique. Ce souci de s'intéresser à la société plutôt qu'à la science fondamentale, c'est un peu son côté boy-scout ».

Depuis qu'il a accédé au poste de vice-président du Giec, en 2008, van Ypersele ne cesse de répéter que ce n'est pas à celui-ci d'accorder les bons et les mauvais points, selon la fameuse maxime qui veut que le groupe rende des avis « pertinents » mais pas « prescriptifs ». Pour celui qui fut très militant et n'a pas hésité, naguère, à prendre des positions tranchées comme une mémorable carte blanche adressée à George Bush, on imagine que l'hyperprudence – la « langue de bois », reprochent certains – doit coûter parfois. ■

MICHEL DE MUELENAERE



JEAN-PASCAL VAN YPERSELE
Une vie au cœur des turbulences climatiques
Entretien avec Thierry Libaert
De Boeck (25/09)

climat « On ne peut pas se permettre de perdre du temps »

ENTRETIEN

La situation est encore insatisfaisante avant le sommet climatique de Paris, estime le climatologue belge.

Engagements de la Chine et des Etats-Unis, sommets à l'ONU, encyclique papale, nouveaux engagements nationaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, mobilisation d'acteurs économiques,... Le climat est dans l'actualité. L'atmosphère semble positive avant le sommet de Paris, en décembre. Optimiste ?

Toutes les délégations, et pas seulement une partie, ont une envie très forte d'arriver à un accord à Paris. S'il n'y a pas d'accord, on va encore perdre quelques années dans la lutte contre le changement climatique. On ne peut se le permettre. Quant aux acteurs économiques, un certain nombre ont compris qu'ils ont intérêt à anticiper les contraintes fortes à venir sur les énergies fossiles. On ne peut continuer à mettre presque gratuitement du CO₂ dans la « pouille atmosphérique ». Ceux qui anticipent et maximisent leur efficacité énergétique, ceux-là seront gagnants.

Je suis donc assez optimiste sur le fait qu'il y aura un accord. Je le suis moins sur l'adéquation du contenu du futur accord et ce qui est nécessaire.

Les engagements de réduction d'émissions mèneraient à une hausse de la température de 2,9 à 3,1°. Pas loin de 2°. Est-ce si grave ?

Oui ! Depuis l'ère préindustrielle, la température a augmenté de 1°. La dynamique du climat est telle qu'un degré de plus, ce n'est pas 50 % d'impacts en plus. C'est beaucoup plus fort. Idem pour le passage à 3°. Il y a des effets de seuils qui peuvent se produire rendant un retour en arrière difficile sinon impossible. Pensez à un congélateur : de -18 à -16°, il ne se passe pas grand-chose. En revanche, entre -2° et 0°, la différence est importante. La décongélation s'enclenche. Or, on ignore exactement où se trouve le « seuil de décongélation » du Groenland. Entre 1 et 4°, probablement. Si c'est plus proche du premier chiffre, même si on maintient l'élévation de la température à 2°, on aura un souci. Par ailleurs, l'objectif de plafonner le réchauffement à 2°, ce n'est pas pour 2100. C'est un objectif absolu. Plus longtemps on reste au-dessus de la température de conservation des calottes, plus la fonte sera importante. On a déjà des données préoccupantes sur la fonte des calottes en Antarctique. Et même avec 2°, l'habitabilité de certaines régions du globe sera réduite, par exemple là où l'agriculture est déjà aux limites de sa tolérance.

Qu'est-ce qui menace un bon accord à Paris ?

Un des éléments-clés, c'est la concrétisation de la promesse de décaler 100 milliards de dollars par an en 2020 pour financer les politiques climatiques des pays en développement. Si on n'y arrive pas, tout pourrait capoter. C'est à juste titre une des obsessions de la présidence française de la conférence. Ce n'est pas un montant si élevé, mais il faut le mobiliser. Et pas question de promesses. Il faudra savoir précisément d'où viendra l'argent. Les pays en développement seront attentifs à l'origine des fonds et s'assureront qu'il ne s'agit pas d'un « recyclage ».

La réalité du changement climatique ne fait plus aucun doute, pas plus que son origine principale humaine. Cela change-t-il les priorités du Giec et sa façon de travailler ?

Attention : il reste essentiel d'avoir une meilleure compréhension du changement climatique et des impacts auxquels on va devoir s'adapter. Pour cela, il faut rester au plus près du phénomène, avoir l'évaluation la plus rigoureuse. Il reste encore une série de points mal connus : le niveau de la température de conservation des calottes au Groenland et en Antarctique, l'intensité des cyclones, le lien entre le Niño et le réchauffement du climat, la variabilité climatique..., beaucoup de questions de climatologie pure. Mais je suis d'accord qu'il est important d'explorer l'espace des solutions. Le Giec doit continuer à réfléchir à la manière de servir au mieux la société. On peut envisager des mises à jour plus fréquentes, des réponses plus rapides aux décideurs à des intervalles plus serrés, des rapports de synthèse plus fréquents. On verra aussi ce que donnera le débat sur les thèmes des prochains rapports spéciaux. Mais c'est un peu la quadrature du cercle : c'est difficile d'avoir le beurre et l'argent du beurre. Le processus du Giec est sans doute lent et lourd, mais la qualité a un prix.

Le Giec donne-t-il assez de solutions ?

Nos rapports sont remplis de solutions dont on a fait l'évaluation, dont on a étudié la pertinence. C'est pour cela que je veux développer la communication sur le fonctionnement du Giec et de ses rapports. Cela dit, sans tomber dans le désespoir, je partage la frustration de mes collègues face à l'urgence de la situation et la lenteur des réponses. Paris n'échappera pas à cette règle. ■

Propos recueillis par M.D.M.